REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 05 au 11 avril 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Connectivité Maritime 3

1.1.1 Comment le guichet unique maritime régional peut renforcer l'attractivité portuaire du Kenya 3

2. Centres d'Intérêts 5

2.1 Transport Aérien 5

2.1.1 Océan Indien : les avions russes de retour aux Seychelles, à Maurice et Madagascar 5

2.2 Commerce 7

2.2.1 Maurice : la roupie chute, les prix flambent 7

2.3 Environnement 9

2.3.1 INTEMPÉRIES : SIX RÉSERVOIRS REMPLIS À 100 % 9

2.3.2 Madagascar : L'AUF OI participe aux efforts de reforestation de la grande île avec l'initiative « Plantons des arbres » menée avec des étudiants 10

2.3.3 A Komoni l'eau coule enfin sous le robinet 12

2.3.4 Les Seychelles participent à la réunion des ministres de la pêche et de l'aquaculture de l'OACPS au Ghana |09 avril 2022 13

2.3.5 Développement local : Réhabilitation et électrification du CSBII à Manakanda 15

2.3.6 Les Kenyans guérissent les terres dévastées avec le pouvoir des mangroves 16

2.4 Santé 19

2.4.1 La changement climatique est une menace sanitaire. 19

2.4.2 Chitavi Maulloo : « J'ai développé des vaccins ciblant les ganglions lymphatiques pour les allergies alimentaires » 20

2.4.3 Santé publique – le niveau des jeunes paramédicaux laisse à désirer. 24

2.4.4 Lutte contre le cancer chez la femme : 30 adhérents de l'ACCF formé 25

2.4.5 Changement climatique : plus de maladies et de décès constatés. 26

2.4.6 Journée Mondiale de la santé : « Notre planète, notre santé » : travaillons main dans la main. 29

2.5 Sécurité Alimentaire 30

2.5.1 Insécurité alimentaire dans le Sud : L'aide américaine réduite de moitié 30

2.6 Agriculture 31

2.6.1 Vanille sous serre- Le nouveau pari de Madagascar 31

2.6.2 Les autorités insulaires encadrent les prix des produits agricoles à Moheli. 32
2.7 Tourisme 33
2.7.1 Tourisme Seychelles s'associe au Congrès MALT pour sa 10ème édition |09 avril 2022 33
2.8 Société 35
2.8.1 La démographie ultramarine examinée par le Haut conseil de la famille 35

Comment le guichet unique maritime régional peut renforcer l'attractivité portuaire du Kenya



Un navire déchargeant une cargaison dans le port de Mombasa sur cette photo prise le 27 octobre 2020. | PHOTO laban walloga | Le

C'est pendant les saisons de conflits que le monde est restructuré. Depuis le début de la pandémie de Covid-19 il y a deux ans, une révolution s'est produite dans l'industrie du transport maritime, dont la mondialisation des chaînes d'approvisionnement dépend du déplacement d'à peu près tout aux quatre coins du monde.

Cependant, le changement climatique, la pandémie et maintenant la guerre en Ukraine ont porté un coup majeur à la structure actuelle des chaînes d'approvisionnement. Tout récemment, la ville de Shanghai en Chine a été placée en confinement après une flambée des cas de Covid-19.

En tant que port le plus achalandé au monde, qui transporte environ 250 000 conteneurs en une journée, la spéculation parmi les expéditeurs est élevée. Cela fera probablement basculer les taux au comptant des conteneurs, ce qui entraînera des coûts de transport supplémentaires. Le fardeau est ressenti négativement par les pays importateurs nets qui dépendent de Shanghai pour tout, de l'électronique aux vêtements.

Comment alors les pays, en particulier en Afrique, peuvent-ils se protéger des chocs croissants dans les chaînes d'approvisionnement mondiales ?

« Nous ne nous sommes pas concentrés sur les marchés voisins. Nous recherchons toujours les marchés des États-Unis et de l'UE pour commercer. Il y a maintenant des limites à la mondialisation et elles devraient nous faire examiner ce que nous pouvons nous procurer auprès de nos voisins », a déclaré Raj Mohabeer, directeur des affaires économiques à la Commission de l'océan Indien (COI), dans une interview la semaine dernière.

La COI mène déjà une étude de faisabilité pour aider à créer une feuille de route pour un guichet maritime unique régional (RMSW) pour les pays de l'océan Indien

occidental. Essentiellement, le RMSW est un outil de facilitation des échanges qui pourrait permettre à ces pays voisins de commercer efficacement.
Il se compose principalement d'un portail commercial numérique abritant des processus commerciaux maritimes allant des douanes, du contrôle des frontières, du manifeste de fret et de la sécurité portuaire, entre autres.
La convention FAL de l'Organisation maritime internationale (OMI) est le cadre d'ancrage pour la création de guichets uniques dans le secteur maritime. Il oblige les navires et les ports à échanger des données sur le trafic maritime par voie électronique.
La COI est un organe intergouvernemental qui relie cinq îles africaines de l'océan Indien que sont les Comores, Madagascar, Maurice, La Réunion (une région d'outre-mer de la France) et les Seychelles. Ces nations ont une riche histoire de commerce les unes avec les autres datant de l'époque précoloniale.
Cependant, dans le projet RMSW proposé, le Kenya, le Mozambique, la Tanzanie et l'Afrique du Sud seront inclus en tant que pays partenaires.
Dans le sillage de l'Accord de libre-échange continental africain, des initiatives telles que RMSW faciliteront énormément le commerce intra-régional.
Néanmoins, le processus d'actualisation du concept RMSW est compliqué. Plus précisément, la plupart des ports de l'océan Indien occidental ont des niveaux de connectivité et de productivité faibles. La facilité de faire des affaires est également faible, car le délai d'exécution des navires peut atteindre 10 jours dans certains cas.
En outre, aucun endroit au monde n'a mis en œuvre avec succès un guichet unique maritime régionalisé. L'UE (Union européenne) dispose d'une législation, mais ne dispose pas d'un portail fonctionnel pour agréger les données sur le trafic maritime.
La région de l'ASEAN dispose d'un système régional de guichet unique, mais il n'a pas été optimisé pour disposer d'un module maritime.
Alors, comment la région de l'océan Indien occidental réussira-t-elle avec la proposition RMSW?
Heureusement, c'est plausible car la plupart des pays couverts par le projet disposent déjà d'un système national de guichet unique. Pour les rares qui n'en ont pas - principalement l'Afrique du Sud - ils disposent d'un portail d'affaires de la communauté portuaire élaboré, qui peut être facilement intégré dans un guichet unique régional.
La question est donc de savoir comment relier toutes les fenêtres uniques nationales des différents pays en une fenêtre unique régionale. Le consultant qui dirige l'étude de faisabilité du projet recommande la création d'une API (Application Programming Interface).
Cela créera un canal de communication d'ordinateur à ordinateur pour agréger toutes les données maritimes dans un portail régional. Pour commencer, la principale considération devrait être d'avoir un module évolutif adaptable aux différents scénarios technologiques existants dans la région.
Par exemple, le Kenya dispose du système de guichet unique national le plus complet d'Afrique subsaharienne.
Toutefois, l'essentiel du travail consiste à harmoniser les systèmes nationaux de guichet unique pour les différents pays afin de s'assurer qu'ils disposent d'un seuil minimum pour être intégrés dans le RMSW.
L'autre chose est la création d'un cadre régional de protection des données pour garantir la confiance entre les parties prenantes. Certains pays de la région n'ont pas encore ratifié la Convention FAL.

Océan Indien : les avions russes de retour aux Seychelles, à Maurice et Madagascar

océan indien



Les avions russes seront de retour dans 52 pays à partir ce samedi 8 avril 2022, parmi lesquels : l'île Maurice, les Seychelles, les Maldives et Madagascar • ©Wikipédia

Malgré les restrictions annoncées le 9 avril 2022, les compagnies russes desserviront, toujours, 52 pays à travers le monde. Leurs avions se posent à nouveau aux Seychelles, Maurice, Mada, Les Maldives, l'Afrique du Sud, le Mozambique, entre autres.

Fabrice Floch • Publié le 7 avril 2022 à 08h47, mis à jour le 7 avril 2022 à 08h48

Comme toujours, en temps de conflit, des informations contradictoires circulent. Suite aux sanctions occidentales, la Russie avait annoncé, l'arrêt total de ses vols internationaux à partir du 8 avril 2022.

Mercredi 6 avril, pourtant les sites spécialisés, businessetravel.fr et businessnews.com, ont annoncé que les compagnies du pays des tsars desserviraient toujours 52 pays "amis" à partir du samedi 9 avril 2022, précise Air-Journal.

Pour éviter d'éventuelles saisies, les compagnies russes utiliseront essentiellement des Sukhoi SSJ100 Superjet, des Antonov An-148, mais également les Boeing et Airbus qu'elles ont "acquis" en leasing. Les pays occidentaux n'auraient aucun intérêt à les saisir, ces avions leur appartenant, selon le ministre russe des transports.

Le gouvernement russe a d'ailleurs débloqué samedi, 100 milliards de roubles (1 116 164 372 €), ce samedi 2 avril 2022, pour soutenir son secteur aérien.

De retour dans 52 pays

Afrique du Sud, l'Afghanistan, l'Algérie, l'Arabie saoudite, l'Argentine, le Bahreïn, la Bosnie-Herzégovine, le Botswana, le Brésil, la Chine, la Corée du Nord, le Costa Rica, l'Égypte, l'Éthiopie, les îles Fidji, Hong Kong, Israël, l'Inde, l'Indonésie, l'Irak, la Jamaïque, la Jordanie, le Kenya, le Koweït, le Liban, le Lesotho, Madagascar, la

Malaisie, les Maldives, le Maroc, l'île Maurice, la Moldavie, la Mongolie, le Mozambique, le Myanmar, la Namibie, Oman, le Pakistan, le Pérou, les Philippines, les Seychelles, la Serbie, le Sri Lanka, la Syrie, la Tanzanie, la Thaïlande, la Tunisie, la Turquie, l'Uruguay, le Venezuela, le Vietnam et le Zimbabwe
Dans la zone :

- L'île Maurice
- Les Seychelles
- Madagascar
- Les Maldives
- Le Mozambique
- La Tanzanie
- Le Zimbabwe
- Le Kenya
- L'Afrique du Sud

Maurice : la roupie chute, les prix flambent

océan indien



La hausse des prix en 2021 était de 5,2% à l'ile Maurice. Elle devrait être de 6,7% en 2022, selon les estimations du ministère des Finances • ©Capture d'écran Défimédia

La valeur boursière de la roupie mauricienne recule. Le taux de change avec le dollar fait grimper, les prix du fret. Cette augmentation se répercute sur les produits de première nécessité, comme le constatent les femmes et les hommes en charge de famille.

Fabrice Floch • Publié le 6 avril 2022 à 09h35, mis à jour le 6 avril 2022 à 12h45

Entre hausse inévitable et abus, les Mauriciens subissent une vraie flambée des prix quand ils font leurs courses. Cette soudaine valse des étiquettes s'explique. La dépréciation de la roupie entraîne une montée du taux du change. Elle est défavorable avec le dollar. Le coût du fret se règle en billets verts. Cet écart se répercute, donc, sur les importations et dans les rayons des supermarchés.

L'inflation avait débuté avant la crise ukrainienne. La Covid-19 avait déjà provoqué une rupture dans la chaîne d'approvisionnement. L'Express de Maurice précise : *"Le manque de navire cargo et le manque de main d'œuvre que ce soit pour le transport ou la production ont impacté le prix de vente (celui-ci fluctue en fonction de la demande. Ce qui est rare est cher). Si nous ajoutons, la hausse des prix du fret, du carburant et le coût des matières premières les produits ont pris l'ascenseur."*

Une inflation de 5,2% en un an

L'île Maurice, le modèle économique de l'océan Indien et de l'Afrique, a été durement touchée par la crise Covid et, désormais, par les conséquences de la guerre en Ukraine. Dans Le Mauricien de ce mardi 5 avril 2022, le ministre

des Finances, de la Planification économique et du Développement, Renganaden Padayachy, était nettement moins optimiste qu'au mois de février. Il y a un peu plus d'un mois, il prévoyait une croissance de 6,5%. Aujourd'hui, il estime que l'inflation en 2022 devrait être de 6,7%. Elle était en 2021 de 5,2%.
"En prenant en compte l'incertitude entourant la durée du conflit russo-ukrainien et son impact sur nos principaux marchés, il est vraisemblable que le taux d'inflation aille au-delà de ces projections ", explique le ministre des Finances de l'île sœur.
Les conseils des associations de consommateurs :
Établissez un budget. Cela vous permettra de vous assurer que vous ne dépensez pas en dehors de vos moyens. Les associations recommandent aux consommateurs de faire une liste des dépenses en ordre de priorité et d'être disciplinés au moment de faire les courses.
Si vous avez désespérément besoin d'argent, contactez les membres de votre famille pour vous aider. Si malgré cela, vous avez vraiment besoin d'emprunter, demandez à un proche. Au moins, vous n'aurez pas d'intérêts à rembourser.
Si malgré tous vos efforts, vous devez emprunter auprès d'une institution, lisez attentivement les conditions stipulées. Vérifiez si vous avez les moyens de repayer la somme mensuelle et les intérêts. Sinon, abstenez-vous.
Les associations de consommateurs mettent en garde contre les fausses promotions. Méfiez-vous des promotions sur les produits qui sont presque arrivés à la date d'expiration, à moins que ceux-ci sont sur votre liste et que vous vous en servirez avant cette date.
À l'aide d'une calculatrice, vérifiez le montant total de vos dépenses au fur et à mesure que vous achetez des produits au supermarché.
À la caisse, vérifiez ce que vous payez sur le reçu. En cas d'erreur, avisez le responsable du supermarché immédiatement.

INTEMPÉRIES : SIX RÉSERVOIRS REMPLIS À 100 %



Merci la pluie ! Les trombes d'eau qui sont tombées sur l'île ces derniers jours ont eu un effet bénéfique. Nos réservoirs sont en pleine forme. Six d'entre eux sont remplis à 100 %, soit Mare-aux-Vacoas, Piton-du-Milieu, Mare-Longue, La Nicolière, Bagatelle Dam et Midlands Dam. La Ferme est remplie à 73 %.

Madagascar : L'AUF OI participe aux efforts de reforestation de la grande île avec l'initiative « Plantons des arbres » menée avec des étudiants



L'Agence Universitaire de la Francophonie s'attache à appuyer ses établissements membres dans leur contribution à la réalisation des objectifs du développement durable (ODD) au sein de leur pays d'implantation. C'est dans cette optique que l'Agence lance cette année son initiative « Plantons des arbres » en lien avec l'ODD 15 – Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres.

Dans le cadre de cette initiative, le 26 mars 2022 dernier, l'AUF Océan Indien (AUF OI) a mobilisé 150 personnes pour un reboisement : 120 étudiants (principalement des membres d'associations engagées dans la préservation de l'environnement issues des institutions membres de l'AUF à Madagascar), quelques représentants des partenaires à savoir, la Mention Foresterie et Environnement de l'École supérieure en sciences agronomiques (ESSA) de l'Université d'Antananarivo, le maire de la commune Manjaka Avaradrano et l'OIF, ainsi que les personnels de l'AUF OI à Madagascar. Cette action a permis de planter environ 500 jeunes pousses d'arbre dans la commune de Manjaka Avaradrano située à 15 kms au Nord-ouest d'Antananarivo.

Des essences adaptées aux sites de reboisement, dont 50 arbres fruitiers plantés autour des bureaux de la future mairie de la commune, et 450 plants composés d'*eucalyptus blanc* (*kininim-potsy), de frênes et de ravintsara*, ont été choisis.

La réussite de cette initiative repose sur l'implication de la communauté villageoise de Manjaka Avaradrano qui assurera la viabilité des arbres plantés avec l'appui de l'association Gasy forestry students' association de la Mention Foresterie et

Environnement de l'ESSA de l'Université d'Antananarivo.

L'AUF OI participe ainsi aux initiatives de reboisement Madagascar qui a fait de la lutte contre la déforestation une priorité et qui ambitionne de reverdir 4 millions d'hectares d'ici 2030 compte tenu de la disparition de 44% de ses forêts en 60 ans.
Une action similaire sera menée à l'île Maurice en mai prochain.





La Gazette des Comores

A Komoni l'eau coule enfin sous le robinet

Le village de Komoni voit enfin l'eau couler sous son robinet depuis hier jeudi. Les fontaines publiques déjà installées sont testées et bloquées en attendant la fin du chantier. Par initiative des habitants de ce village de la commune d'Ongojou à Nyoumakélé, l'adduction d'eau devient réalité. On compte déjà quelques fontaines d'eau plantées dans certains quartiers. Plus de 20 fontaines doivent couvrir 7 quartiers du village aux frais des habitants.

Toute la localité se motive pour concrétiser ce chantier qui est en phase d'achèvement. Après trois ans, la diaspora a contribué sur la construction du bassin, du réseau principal vers le village et autres. Toutes les générations sont impliquées pour ce projet d'adduction d'eau. « Notre village a connu des robinets, mais on compte des décennies. Nous avons relancé ce projet il y a trois ans et bientôt, on va l'inaugurer » souligne Nizar Moussa, un jeune dynamique du village et journaliste à ORTC.

Sur fonds propre du village, ils vont installer plus de 20 fontaines dans 7 quartiers. Les travaux avancent comme prévu. « On veut l'aide de toutes et tous pour concrétiser ce projet. Je tiens à indiquer que certaines fontaines sont déjà installées et nous attendons la finition des travaux dans les autres quartiers pour les inaugurer » explique notre interlocuteur.

Komoni demande le soutien de toute personne généreuse pour les aider dans ce vaste chantier. Après trois ans, la diaspora de la localité a beaucoup fait et les habitants sont appelés à cotiser pour le réseau interne de distribution d'eau. « On finit de tout installer, c'est-à-dire qu'on doit installer toutes les fontaines du village avant de rendre opérationnel le réseau », rapporte ce jeune bénévole, avant d'ajouter que « pour cette phase du projet, on met juste des fontaines publiques qui seront bien gérées et après, on mettra les robinets dans toutes les maisons qui seront prêtes à payer la facture ».

Les Seychelles participent à la réunion des ministres de la pêche et de l'aquaculture de l'OACPS au Ghana |09 avril 2022



Le ministre de la Pêche et de l'Economie bleue, Jean-François Ferrari, représente actuellement les Seychelles au 7ième réunion des ministres de la pêche et de l'aquaculture des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (CAOPS).

La réunion a lieu à Accra, au Ghana, et le ministre Ferrari est accompagné du directeur général de l'Autorité de pêche des Seychelles (SFA), Nichol Elizabeth.

Lors de la séance d'ouverture officielle de la réunion, l'hôte, le Président Nana Akufo-Addo du Ghana, a réitéré l'énoncé de mission adopté par l'ensemble des 79 pays de l'organisation, qui est de ne ménager aucun effort pour accélérer le développement, la pêche et l'aquaculture productives et résilientes dans les États membres, essentiellement en améliorant les approches de la pêche et de la gouvernance des océans, et en renforçant les échanges et le dialogue internationaux et régionaux, le plaidoyer et le soutien politique des gouvernements respectifs.

La réunion a réitéré ses principes directeurs clés qui sont une appropriation accrue de l'industrie par les États membres, la durabilité pour les générations futures et l'inclusion afin que personne ne soit laissé pour compte à mesure que la pêche est transformée.

M. Elizabeth a présenté un document important sur le thème « Lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) dans les États membres » et a mis en avant l'expérience difficile des Seychelles dans ce domaine.

« La pêche INN entraîne une concurrence déloyale et compromet la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance de nombreuses communautés dépendantes », a-t-il déclaré, et cela doit être combattu non pas isolément, mais en étroite collaboration de tous les États membres et des organisations partenaires.

« Les Seychelles font leur juste part, se battant parfois pour leur poids, et d'autres pays doivent en faire autant et être transparents à ce sujet », a-t-il ajouté.

Sven Biermann, directeur exécutif de Fisheries Transparency Initiatives (FiTI), était également présent à la réunion. Le siège de la FiTI est basé aux Seychelles et est une organisation dont les Seychelles sont un membre fondateur et très actif. M. Biermann a souligné les progrès récents réalisés dans l'amélioration de la transparence dans la gouvernance des pêches aux Seychelles et dans le monde, tirant les leçons des expériences de certains des États membres de l'OACPS.
Les photos qui l'accompagnent montrent le ministre Ferrari dans certaines de ses interactions lors de la réunion.

Développement local : Réhabilitation et électrification du CSBII à Manakanda

La réception officielle des travaux liés à la réhabilitation et à l'électrification du CSB II au sein du Village Orange Manakanda s'est tenue vendredi dernier. Selon le président d'Orange Solidarité Madagascar, Benja Arson, le centre de santé dispose désormais de lampadaires solaires et de kits solaires. *« Un jardin a également été aménagé, et les peintures extérieures et intérieures des bâtiments ont été rénovées. Le service maternité du CSB II a aussi été équipé de pèse-bébés, matelas, draps, rideaux, blouses, d'outils divers ainsi que de meubles de rangement. L'année dernière, l'École communautaire Soanatao à Manakanda Ambohimahasoa, au sein du Village Orange Manakanda, a bénéficié de travaux de réhabilitation et d'électrification. La réception officielle des travaux avait été effectuée en août 2021. Avec cette série de réalisations, le Village Orange de Manakanda est entièrement électrifié »,* a-t-il indiqué. À noter que le Village Orange Manakanda a été initié en 2013 par l'Association Look Gasy Aventures, en partenariat avec la Commune rurale Ankerana, avec le soutien financier de la Fondation Orange.

Les Kenyans guérissent les terres dévastées avec le pouvoir des mangroves



Une photo prise le 19 mai 2007 montre des pêcheurs revenant d'une expédition de pêche près d'une mangrove à Gazi, près de la ville côtière kényane de Mombasa. La mangrove est un important lieu de reproduction et un habitat pour les poissons, les crustacés et les oiseaux et vitale pour prévenir l'érosion côtière, même si au Kenya et dans le reste de l'Afrique, les efforts de conservation et de restauration de la mangrove sont minimes, ce qui a vu une partie des 54 000 hectares (133 380 acres) du Kenya s'épuiser en toute impunité, principalement en raison du développement industriel et de la pollution, qui ont causé des ravages sur d'importants écosystèmes et éradiqué une zone tampon contre les typhons et les ouragans. (PHOTO AFP/TONY KARUMBA)

(AFP) - Le long d'une rive marquée par l'exploitation forestière, Joseph Mwandenge Mangi montre un palétuvier solitaire, une espèce autrefois abondante dans la forêt où la puissante rivière Sabaki rencontre la mer.

« C'est le dernier. Il n'y en a plus », a déclaré le Kenyan de 42 ans, qui a grandi dans l'estuaire et possède une connaissance apparemment encyclopédique de sa flore et de sa faune.

L'arbre survivant est un sombre rappel pour les communautés locales qui travaillent à restaurer la santé de cet écosystème essentiel et à faire amende honorable pour le pillage du passé.

Pendant des générations, les villageois vivant près de l'estuaire de Sabaki ont compté sur sa richesse naturelle pour le bois d'œuvre et le bois de chauffage, l'eau douce, les fruits de mer, les terres agricoles et les plantes pour la médecine traditionnelle.

Durablement entretenue, la zone humide côtière est également un allié résilient face au changement climatique - stockant le carbone, filtrant la pollution de l'eau

et protégeant contre les conditions météorologiques extrêmes et l'élévation du niveau de la mer.
Mais des années d'exploitation incontrôlée ont infligé de terribles dommages aux mangroves, aux vasières, aux mares d'eau douce et aux dunes de sable à l'embouchure du deuxième plus long fleuve du Kenya.
Le bois de mangrove - récolté de manière durable pendant des siècles pour construire des maisons traditionnelles swahili - a été coupé pour alimenter la construction dans des villes côtières à croissance rapide comme Malindi, un centre touristique populaire.
Les habitants surpêchaient la rivière, en utilisant des moustiquaires qui piégeaient même les plus petits de la vie marine.
Les sols fertiles ont été déracinés et emportés en aval dans l'océan Indien, réduisant encore les poissons dans le Sabaki et tuant les récifs coralliens au large.
« Le paysage a changé. À l'époque, nous avions une immense forêt avec des éléphants et des singes », a déclaré Francis Nyale, un ancien du village âgé de 68 ans, debout au milieu d'une clairière de souches de mangrove noueuses.
- Allié climatique -
Mais un arbre à la fois, les villageois locaux ramènent l'estuaire à la vie.
Plus loin sur le Sabaki, où ses eaux brunes rencontrent l'océan bleu et où des essaims d'oiseaux migrateurs affluent au-dessus de leur tête, une équipe de bénévoles plante des jeunes arbres de mangrove le long de la rive.
Ils en ont planté des dizaines de milliers ces dernières années, récupérant des terres défrichées et contribuant à la repousse d'importantes forêts, a déclaré Francis Kagema, coordinateur régional de la côte du groupe de conservation Nature Kenya.
Il y a des signes avant-coureurs que leurs efforts portent leurs fruits.
Accroupi dans un bosquet d'arbres plus âgés, Kagema a repéré des grappes de minuscules pousses vertes jaillissant du sol sombre - preuve de la régénération naturelle, un écosystème sur la voie de la guérison.
« Le monde change, beaucoup. Mais pour les mangroves, leur capacité à rebondir... et coloniser les zones qu'ils étaient dans le passé, c'est assez encourageant », a-t-il déclaré.
Ces arbres remarquables sont également bénéfiques pour la planète plusieurs fois - les mangroves peuvent absorber cinq fois plus de carbone que les forêts terrestres et agir comme une barrière contre les ondes de tempête et l'érosion côtière.
La protection des mangroves est 1 000 fois moins chère par kilomètre que la construction de digues contre la montée des océans, selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), qui parraine le projet de restauration de Sabaki.
« Des zones humides saines – essentielles pour l'atténuation du changement climatique, l'adaptation, la biodiversité, la santé humaine et la prospérité – sont au-dessus de leur poids en termes d'avantages », a déclaré Leticia Carvalho, coordinatrice principale du PNUE pour la mer et l'eau douce.
- « Nos arbres, notre patrimoine » -
Pour les communautés locales, il y a des avantages économiques à réhabiliter la nature.
Le PNUE estime qu'un seul hectare de forêt de mangrove peut rapporter entre 33 000 et 57 000 dollars par an sur le plan économique.
À Sabaki, les guides locaux complètent leurs revenus en amenant les visiteurs et les groupes scolaires à voir les hippopotames et les oiseaux qui habitent l'estuaire.

Des travaux sont en cours pour améliorer les installations touristiques, développer l'apiculture traditionnelle dans la forêt et ouvrir une pépinière pour les jeunes arbres.
Convaincre les quatre villages de Sabaki qu'il y a de la valeur dans la conservation nécessite une diplomatie prudente et une touche locale, a déclaré Mangi, qui dirige un groupe communautaire de restauration de l'estuaire.
Ils travaillent avec les pêcheurs pour abandonner les pratiques non durables, et les gardes forestiers bénévoles qui attrapent des bûcherons dans l'estuaire gèrent les infractions à l'interne pour garder tout le monde sur le côté.
« Nous ne les emmenons pas à la police. Nous leur parlons. Nous voulons qu'ils comprennent que s'il vous plaît, il y a quelque chose de bon dans ces arbres (plutôt) que de couper », a déclaré Mangi.
Jared Bosire, de la Convention de Nairobi, un partenariat environnemental régional pour l'océan Indien occidental, a déclaré que la communauté Sabaki démontrait comment les approches locales de la conservation pouvaient s'avérer mutuellement avantageuses.
« L'espoir est qu'il y aura des leçons apprises qui pourraient être reproduites dans d'autres domaines », a déclaré Bosire, chef de projet de la Convention.
Plus de 80% des mangroves ont déjà été perdues le long des parties occidentales de l'océan Indien.
Pour Mangi, il n'y aurait pas de communauté sans eux : « Si nous n'avons pas ces arbres, nous perdons notre patrimoine. »

Le changement climatique est une menace sanitaire

Le changement climatique représente l'une des plus grandes menaces sanitaires dans le monde à ce jour.

Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), 13 personnes décèdent chaque minute des conséquences liées à la pollution de l'air. Pire, 13 millions de personnes dans le monde meurent chaque année du fait des conséquences du changement climatique liées à l'aggravation des menaces de santé tels que les cancers du poumon, les maladies cardiaques ou encore les maladies cutanées.

Pour le cas de Madagascar, l'on sait qu'en 2018, la Grande île était le 4e pays en Afrique ayant enregistré le plus grand nombre de personnes décédées des suites des conséquences de la pollution, avec 46 876 décès enregistrés, dont 1620 (4%) sont des décès causés par la pollution chimique liée au plomb, d'après le Global Alliance on Health and Pollution (GAHP). De plus, le nombre de personnes atteintes des infections respiratoires telles que la pneumonie, la toux, le rhume ou encore l'asthme a considérablement augmenté, passant de 148 617 en 2015 à 189 151 en 2021, selon les chiffres émanant du Ministère de la Santé Publique.

En choisissant comme thème de la célébration de la journée mondiale de la santé "notre santé, notre planète", l'OMS entend attirer l'attention des dirigeants sur l'urgence de traiter la problématique de la crise climatique. Madagascar figure parmi les pays les plus vulnérables aux changements climatiques.

A l'occasion de la journée mondiale de la santé, de nombreuses activités ont été organisées ce jour au niveau national.

Pour les Régions Analamanga, Haute Matsiatra, Vakinankaratra, Melaky, Atsimo Andrefana, Sofia,... des consultations gratuites, diverses offres sanitaires gratuites et des sensibilisations étaient au programme.

A Ambositra, la journée a été marquée par la remise de matériels roulants et d'équipements médicaux aux CSB II de la Région à Amoron'i Mania. En effet, le ministère de la Santé publique a fait une donation d'une valeur de 2 millions de dollars pour les CSB afin de rehausser la qualité de service dans ces établissements publiques. 55 motos ont été remises aux Chefs des centres de Santé de base (CSB) et des équipements comprenant des lits et des matelas, des tensiomètres, des saturomètres, des stéthoscopes, des potences, des tables d'accouchement et des tables gynécologique pour les CSB.

Irina

Chitavi Maulloo : « J'ai développé des vaccins ciblant les ganglions lymphatiques pour les allergies alimentaires »



Titulaire d'un doctorat en génie moléculaire avec une spécialisation en immuno-ingénierie, Chitavi Maulloo a été recrutée pour analyser les actions des sociétés de biotechnologie à *Wall Street.* Elle guide ainsi les investisseurs dans leurs décisions. Elle a aussi créé et dirigé une *start-up* dans le domaine des allergies alimentaires par le biais du programme *NSF 1-Corps,* d'une collecte de fonds auprès du Food Allergy Fund, du Compass Deep Tech Accelerator et du très compétitif *New Venture Challenge.* Chimiste de formation, dans sa thèse universitaire, elle développé des formules pour des vaccins inverses ciblant les ganglions lymphatiques, prévenir et traiter les allergies alimentaires. De New York, où elle vit, Chitavi Maulloo se raconte…

- Publicité -

Chitavi Maulloo, vous êtes titulaire d'un doctorat qui vous mène vers les affaires et la finance dans l'industrie biotechnologique. Pourquoi ce choix de carrière ?

À mi-chemin de mon doctorat, j'étais consciente que je ne voulais pas continuer dans le milieu universitaire et la science fondamentale. J'étais attirée vers l'industrie biotechnologique et le processus de commercialisation qui consiste à faire passer un produit du laboratoire au chevet du patient.

Ma plus grande aubaine, je la dois à mon directeur de thèse, le Dr Jeff Hubbell, qui est lui-même un entrepreneur en série, avec beaucoup d'expérience en la matière et qui m'a donné l'occasion extraordinaire de diriger une entreprise (*Phlaxis*) issue de mon projet de thèse. J'ai eu beaucoup de plaisir à faire cela pendant un an, et j'ai réalisé que ce que je voulais faire après avoir obtenu mon diplôme se situait à l'intersection de la science et des affaires dans le monde de l'entrepreneuriat.

Pendant mes études de doctorat, j'ai également effectué un stage dans le domaine de l'investissement en biotechnologie. J'ai beaucoup apprécié. Ce qui a renforcé mon intérêt pour l'investissement et la finance. La recherche sur les actions était pour moi une voie parfaite pour obtenir le meilleur des deux mondes. Je peux utiliser les connaissances scientifiques et techniques que j'ai acquises au cours de mon doctorat pour aider les investisseurs à investir dans des sociétés et des actions biotechnologiques spécifiques.

Mon équipe couvre un large éventail de sociétés dont les technologies sont à la pointe de la science. Et je suis reconnaissante d'avoir mon mot à dire sur les technologies de nouvelle génération qui bénéficieront aux patients dans les dix prochaines années.

Une femme à Wall Street, cela ne court pas les rues. Racontez-nous votre cheminement dans cette sphère et votre contribution ?

En effet, j'étais déjà sous-représentée en tant que femme dans le milieu universitaire et dans mon programme d'ingénierie à l'université de Chicago et cela a définitivement plus compliqué dans une banque d'investissements à Wall Street.

Le département de recherches sur les actions de *Jefferies* (la banque où je travaille) compte 30% de femmes, y compris à des postes de direction et d'analystes Senior, ce qui est bien mieux qu'au sein de certaines autres banques. Et c'est l'une des raisons qui m'ont poussée à rejoindre cette société.
C'était un véritable défi lorsque j'ai commencé à travailler chez *Jefferies*. J'étais la seule femme de mon équipe et la première que mon directeur avait engagée. La barre était placée très haut. Chaque fois que l'on m'avait demandé de diriger un projet, on m'avait déjà traitée d'opportuniste, d'agressive ou de trop émotive, et cela s'est reproduit au sein de mon équipe. J'ai confronté la personne qui s'est rendu compte qu'elle était sexiste.
Je me suis également entourée d'un groupe extraordinaire de mentors féminins au sein de l'entreprise, qui avaient connu des problèmes très similaires tout au long de leur carrière. Ce qui m'a aidée à renforcer ma confiance dans le monde de la finance. Les choses se sont beaucoup améliorées après les six premiers mois et maintenant que j'ai l'expertise du travail et que j'ai fait mes preuves auprès de mon manager et du cabinet, j'ai l'impression que ma voix est davantage entendue. J'ai rejoint le conseil des associés afin de m'assurer que les nouvelles recrues féminines bénéficient d'une transition plus aisée vers *Wall Street.*
Je fais également partie d'un comité qui fait passer des entretiens aux stagiaires d'été, chez *Jefferies.* Et je suis fière que la dernière cohorte que j'ai interviewée ait compté une grande majorité de femmes très talentueuses.
Vous avez aussi créé une équipe de start-up dans le domaine des allergies alimentaires par le biais du programme NSF 1-Corps. Pouvez-vous nous en dire plus ?
Oui ! C'est probablement la chose la plus excitante que j'aie faite à l'école doctorale. Après avoir eu mon premier moment Eureka pour mon projet de doctorat, le Dr Jeff Hubbell et moi avons discuté des applications translationnelles potentielles du résultat et pensé qu'il pourrait présenter un avantage révolutionnaire en tant que vaccin prophylactique pour les allergies alimentaires.
Pour situer le contexte, mon projet consistait à développer un vaccin inverse pour traiter les maladies auto-immunes (comme le diabète de type 1 ou les allergies. Un vaccin traditionnel (comme le vaccin contre le Covid) active votre système immunitaire pour qu'il produise des anticorps et une mémoire immunologique capable de combattre rapidement l'infection lorsque vous y êtes exposé.
Un vaccin inverse fait l'inverse – il supprime votre système immunitaire aux auto-antigènes ou aux allergènes de sorte que vous ne développiez pas de réaction la prochaine fois que vous êtes exposé à l'allergène ou qu'il atténue considérablement la réaction dans le cas d'une maladie auto-immune où votre corps est exposé de façon chronique à l'auto-antigène.
Cependant, un grand point d'interrogation subsistait quant à la possibilité de créer une entreprise autour de l'idée d'une vaccination prophylactique pour les enfants ou les nourrissons présentant un risque élevé de développer une allergie alimentaire.
Existe-t-il un marché ? C'est la question à laquelle j'ai tenté de répondre dans le cadre du programme *I-Corps*, financé par la *National Science Foundation* des États-Unis. J'ai constitué et dirigé une équipe qui a testé l'idée en interrogeant des experts et des leaders d'opinion dans le domaine des allergies alimentaires, mais aussi des parents d'enfants souffrant d'allergies alimentaires.
Vous évoquiez aussi à un certain moment de l'interview le taux alarmant des allergies alimentaires aux États-Unis. Comment remédier à cette situation ?

Aux États-Unis, les taux sont alarmants et ont doublé au cours de la dernière décennie : un enfant sur 12 souffre d'une allergie alimentaire (soit environ deux par classe) et deux enfants sur cinq souffrant d'allergies alimentaires sont envoyés aux urgences pour une réaction anaphylactique potentiellement mortelle chaque année. Et il n'existe actuellement aucune solution pour les prévenir.
Nous avons reçu une réponse extrêmement positive de la part de la communauté, ce qui nous a confortés dans l'idée qu'il existe un marché et que la mise sur le marché d'un vaccin aussi novateur ferait une réelle différence dans la vie de ces personnes. Nous sommes ensuite allés chercher USD 400 000 comme fonds de démarrage pour soutenir notre recherche en laboratoire.
Chimiste animée par une passion pour le développement thérapeutique dans les sciences de la Santé, vous avez aussi un doctorat en génie moléculaire avec une spécialisation en immuno-ingénierie. Ce qui vous a permis aussi de développer des vaccins ciblant les ganglions lymphatiques. En quoi votre contribution a-t-elle été essentielle ?
Le domaine des vaccins est un domaine très ancien et pourtant toujours très passionnant à l'heure actuelle. La pandémie de Covid-19 a été et reste un grand témoignage de cela. Les vaccins sont utilisés pour générer une mémoire qui sert ensuite à nous empêcher de tomber malades lorsque nous sommes exposés au véritable agent pathogène. Plus le vaccin est efficace, mieux c'est évidemment. Et il existe de nombreuses façons de rendre un vaccin plus efficace.
L'une d'entre elles consiste à cibler le vaccin sur les ganglions lymphatiques par le biais d'une injection sous-cutanée, afin d'accéder à des populations spécifiques de cellules qui ne sont pas accessibles par une injection intramusculaire ou intraveineuse.
Dans le cadre de mon travail de doctorat, j'ai montré que le ciblage d'un glyco-vaccin (vaccin dont le squelette est constitué de polymères de sucre) sur les ganglions lymphatiques permet d'accéder à d'importantes populations de cellules qui peuvent ensuite diriger une réponse immunitaire suppressive (vaccin inverse).
Cette technologie a des implications importantes dans la prévention et le traitement des allergies et des maladies auto-immunes. Mes travaux mécanistiques ont été publiés en 2021 : https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fimmu.2021.714842/full
Avec le Covid, votre expérience des vaccins peut-elle être d'un apport positif ?
J'ai une certaine expérience de travail avec les vaccins traditionnels qui sont conçus pour défendre notre système immunitaire contre les infections, mais mon travail était spécifique à l'ingénierie d'un vaccin inverse comme je l'ai décrit ci-dessus. Donc, aucune application directe aux vaccins Covid.
Vous êtes actuellement à Wall Street, New York. Comment la Mauricienne que vous êtes a-t-elle réussi à s'affirmer et faire la fierté de son île natale ?
Ce n'était pas facile d'être presque toujours le seul Mauricien à l'école ou au travail – c'est comme si nous étions ce Pokémon rare – avec des capacités et des pouvoirs spéciaux. Je suis incroyablement reconnaissante envers mes mentors, tant dans mon pays qu'aux États-Unis, de m'avoir donné des occasions incroyables de démontrer et de développer mon talent, et surtout de m'avoir guidée dans les différentes étapes de ma vie.
À titre d'exemple, j'ai reçu une bourse complète de la prestigieuse université de Rochester pour étudier ce que je voulais (pour moi, c'était la chimie), une bourse sans laquelle je n'aurais jamais pu me permettre de réaliser mon rêve d'aller aux États-Unis.

La clé est de trouver un système de soutien fiable et digne de confiance, et, je suis heureuse d'avoir pu le faire grâce à des mentors et des amis à Maurice, aux États-Unis et dans différents coins et recoins du monde. Sans omettre le soutien inconditionnel de ma famille qui m'a toujours encouragée à viser haut et à poursuivre ma passion. Je sais que je l'ai rendue fière et que je continuerai à le faire. La construction de ma marque est encore un travail en cours et il y a encore tellement de choses à accomplir.

Sur quel projet travaillez-vous actuellement ?

De nombreux projets ! Je travaille toujours chez *Jefferies*, c'est donc mon principal centre d'intérêt pour le moment. En dehors du travail, je me concentre sur la création d'une marque, le recrutement de femmes de talent dans la société, le travail en équipe pour trouver des moyens concrets d'améliorer la culture de Wall Street, la sensibilisation aux allergies alimentaires et la contribution à davantage de publications scientifiques sur le sujet.

Votre philosophie de vie se résume à quoi ?

Ma philosophie de vie est d'être heureuse, dans chaque petite et grande chose que j'accomplis chaque jour et de ne pas avoir peur de prendre des risques et d'essayer de nouvelles choses.

Quels sont vos prochains défis ?

C'est une question passionnante. Je pense que mon prochain défi sera de trouver comment devenir encore meilleur dans ce que je fais et de me frayer un chemin jusqu'à la direction d'une entreprise de biotechnologie.

À un moment donné, j'ai également hâte de lancer un podcast de comédie scientifique, une activité parallèle que j'ai envie de faire depuis un certain temps déjà. J'aime beaucoup les comédies de stand-up et j'aime la science, et il n'y a pas de meilleur moyen de combiner les deux. Il y a malheureusement beaucoup de désinformation et de *Fake News* et cela représenterait un excellent moyen d'éduquer les masses sur la science d'une manière amusante.

Un message pour vos compatriotes mauriciens ?

As cheesy as that sounds, follow your true passion ! La vie est un défi, apprenez à l'embrasser. Donnez toujours la priorité à votre santé mentale et à votre paix intérieure. Et ne planifiez pas trop, soyez plutôt ouvert au changement et au pivotement parce que la vie est pleine de surprises. Et je pense que tout le monde a appris cette leçon de la pandémie.

Comment votre métier contribue-t-il à faire rayonner votre vie de femme ?

Le monde de la recherche sur les actions est fascinant, et j'apprends quelque chose de nouveau au quotidien. Pour moi, mon métier est une opportunité de briller tous les jours.

En dehors de votre vie professionnelle, en quoi consistent vos passe-temps ?

J'aime bien dire que je suis l'*heureuse maman* d'un corgi absolument adorable de dix mois. Taro, mon chien, est une telle joie de vivre – il est intelligent, drôle, aventureux et me rappelle toujours qu'il faut m'amuser et être heureuse.

En plus d'emmener Taro faire de longues promenades au bord de la rivière Hudson, j'apprécie un cocktail bien préparé dans un bar ensoleillé sur le toit de la ville, les clubs de comédie, le karaoké et les guerres de jeux vidéo Nintendo avec mes amis. Je suis également obsédée par les émissions de pâtisserie sur Netflix.

S'il fallait vous décrire en quelques mots…

Une bosseuse optimiste et loyale.

Quel est le message qui vous tient le plus à cœur en ce moment ?

C'est un honneur de figurer dans *Le Mauricien*, un journal avec lequel j'ai grandi et que j'apprécie beaucoup pour ses informations pointues.

Santé publique – Le niveau des jeunes paramédicaux laisse à désirer

Les compétences des certains paramédicaux laissent à désirer. Des infirmiers titulaires les considèrent comme « un danger public ».

Des signes de souffrance se lisent sur le visage d'une patiente qui est sur le point de se faire introduire une sonde vésicale. Les cinq stagiaires qui entourent la malade ont des difficultés à réaliser cet acte. Au bout de cinq minutes d'échec et de souffrance de la patiente, elles décident d'appeler l'infirmier titulaire pour les aider. Il s'agit d'un exemple, parmi tant d'autres, des échecs des actes médicaux effectués par des stagiaires paramédicaux et des jeunes diplômés, dans les services hospitaliers. Certains ne savent pas mesurer la tension artérielle. « Ils ont trouvé une tension artérielle de 7/4. Le médecin de garde a revérifié, deux fois, il a trouvé 10/6. », témoigne un garde malade. D'autres ne savent pas poser une voie intraveineuse. « Ils ne sont arrivés à poser le cathéter qu'après avoir fait pénétrer l'aiguille sur toutes les veines. », s'est plaint une autre garde malade. Dans les services de pédiatrie, cette pose de voie intraveineuse est pire.

Beaucoup ne savent pas faire la différence entre « sous-cutané » et « intra-musculaire », entre « fréquence respiratoire » et « fréquence cardiaque ». D'autres vont jusqu'à exposer en danger de mort leurs patients. « Ils ont mélangé la noradrénaline avec d'autres médicaments, l'état du patient s'est dégradé », témoigne une garde malade. Ce médicament ne doit pas être mélangé avec d'autres médicaments, selon les prescriptions.

Manque d'encadrement

Les critiques sont nombreuses, même dans les centres de santé de base. « L'infirmière a injecté le vaccin bilié de Calmette et Guérin (BCG) sur les cuisses de mon fils », blâme une mère de famille. Des infirmiers questionnés sur cet acte sont choqués. « Le BCG doit être injecté par voie intradermique, sur l'avant-bras gauche. », lance Jean Valérien Rakotonandrasana, infirmier et ancien président des paramédicaux, hier. Ce dernier déplore la baisse continuelle du niveau des paramédicaux. « Devenir infirmier ou sage-femme n'est plus une vocation. C'est un business. Ceux qui ont des moyens vont dans ces écoles dans le but d'obtenir un diplôme pour être recruté comme agent de l'Etat. Très peu osent ouvrir leur propre cabinet, car ils manquent de compétences », indique-t-il.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique a enregistré cent-neuf établissements paramédicaux et deux-cent-quarante-trois offres de formation en paramédicaux habilités à Madagascar, selon la liste des institutions supérieures dont les offres de formation ont reçu une habilitation, mis à jour en août 2021. Jean Valérien Rakotonandrasana reproche ce nombre trop important d'écoles de paramédicaux. « Déjà, il faudra revoir la validation de l'habilitation des offres de formation. Mais le vrai problème, c'est le manque d'encadrement des étudiants. Imaginez que chaque établissement envoie trois étudiants dans un CHU. S'il y a trente établissements, il y a déjà quatre-vingt-dix stagiaires dans un CHU. C'est difficile d'encadrer tout ce monde. Malheureusement, ceux qui paient les frais de scolarité vont avoir leur diplôme. », enchaîne-t-il. Cet infirmier appelle l'intervention de l'Etat. « Le corps des paramédicaux et la qualité de formation se dégradent. C'est un danger public ! », interpelle-t-il.

La Gazette des Comores

Lutte contre le cancer chez la femme : 30 adhérents de l'ACCF formés

30 adhérents de l'ACCF de Ngazidja ont été formés sur la sensibilisation et la prévention du cancer. Cette formation qui rentre dans le cadre d'un projet appuyé par l'OMS a pour but d'outiller les nouveaux et les anciens membres sur la pathologie et les missions de l'ACCF pour qu'ils assurent à leur tour le relais.

L'association de lutte contre le cancer chez la femme (ACCF) a organisé vendredi 08 avril dernier une formation de deux jours pour ses adhérents. Cette formation englobant 30 bénéficiaires, rentre dans le cadre d'un projet de l'OMS en appui à l'association dans la sensibilisation et la prévention du cancer au niveau national. Selon la présidente de l'ACCF Zahara Abdallah, cette formation a pour but d'outiller les nouveaux et les anciens membres sur les missions de l'ACCF, les contraintes et les défis. « Nous allons également leur apprendre cette pathologie et comment assurer le relais dans leur communauté. Aujourd'hui nous avons avec nous une gynécologue obstétricienne qui va mieux les appliquer sur cet espace de deux jours. Le but est de leur faire comprendre que grâce aux frottis, on peut diagnostiquer le cancer du col de l'utérus et il y a aussi la mammographie, dont le montant a été réduit (octobre rose). Le cancer peut être guérissable si elle est diagnostiquée très tôt. Cette maladie peut affecter toute une famille et la femme encore plus. La sensibilisation est notre meilleur arme », souligne-t-elle.

Cette formation ne s'arrête pas qu'au niveau de Ngazidja, elle sera organisée à Anjouan et à Mohéli dans les prochaines semaines. Pour mémoire, l'OMS a octroyé don de 42.014.125 fc à quatre associations porteuses de projets validés par le bureau pays de l'OMS. Dans ce montant, l'ACCF a bénéficié de 10.500.000 fc pour le projet portant sur la mise à l'échelle des activités de prévention des cancers du sein et du col de l'utérus aux Comores. Ce projet rentre dans le cadre la nouvelle stratégie de l'OMS de collaborer avec les organisations de la société civile qui œuvrent dans la promotion de la santé pour le bien-être de la population.

Dans ce projet de 6 mois à travers le pays, le bureau de l'ACCF a contribué à hauteur de 300.000 de nos francs. Pour rappel, l'ACCF fait partie des associations qui ont été formées par l'OMS en fin d'année dernière pour mieux s'affirmer en tant qu'organisation de la société civile au niveau national, et pour être mieux aptes à répondre aux besoins des populations locales. Cette doléance entre en droite ligne avec les priorités de l'OMS dont l'un des objectifs est de doter ces entités des moyens et outils techniques nécessaires au bon exercice de leur fonction.

Changement climatique : plus de maladies et de décès constatés



Les inondations sont plus fréquentes depuis quelques années, comme en témoigne cette photo prise à St-Jean, le 13 mars. Des calamités qui, comme plusieurs autres, impactent sur la santé de l'homme.

Les fortes pluies qui s'abattent sur le pays depuis quelques mois en témoignent : le changement climatique accable de plus en plus Maurice. Mais au-delà de la pollution et du besoin de développement des ressources naturelles, la santé des citoyens a aussi du plomb dans l'aile.

Hélas, constate Khalil Elahee, professeur à la faculté d'ingénierie à l'université de Maurice, nous n'avons pas assez d'études à ce niveau sur le plan local. Cependant, des chercheurs internationaux, notamment en Inde et en Afrique, s'y consacrent pleinement. *« Concrètement, il existe des vecteurs de maladies qui n'existaient pas et qui apparaissent maintenant. On l'a vu pour le Chikungunya. Idem pour d'autres pathologies avec la chaleur, l'humidité, etc. »* S'y greffe, l'impact du changement climatique sur la résistance réduite de l'homme et des animaux face aux maladies.

Des recherches indiquent qu'une exposition additionnelle à la chaleur liée au changement climatique, a déjà entraîné une hausse des décès prématurés. Et ce, particulièrement dans les environnements urbains, où la combinaison de la chaleur et la pollution de l'air contribuent à la mortalité. Les enjeux de santé y relatifs sont les troubles cardiovasculaires, respiratoires, les maladies rénales, les problèmes mentaux et ceux liés à la reproduction. Les séniors, femmes enceintes et individus atteints de complications de santé antérieures, sont les plus vulnérables.

D'autres vecteurs de pollution non négligeable qui influent sur la santé : les feux de forêt et de champs – responsables des problèmes respiratoires et de la contamination des aliments et cours d'eau – ainsi que la sécheresse, qui affecte de plus en plus l'Afrique et provoque des diarrhées, notamment. Sans parler de la toxicité liée à la contamination de l'eau qui coule du robinet.

Qui plus est, le taux de mortalité liée aux maladies infectieuses grimpe, et ce, en raison du changement climatique. Dans la région, sévissent le virus du Zika, la dengue, entre autres. La dégradation de la qualité de l'air est aussi vectrice d'asthme et d'allergies. *«Le réchauffement global implique plus de feux de forêt et de champs, ce qui rajoute une couche à cette pollution et affecte la santé des gens*

au bas de l'échelle et en situation de précarité», précise le Dr Shameem Jaumdally, virologue et chercheur.
Stopper la combustion des énergies fossiles est plus que jamais urgent, renchérit en outre Khalil Elahee. Les émissions des carburants fossiles contribuent à environ 65 % de cet excès de mortalités, attribuable à la pollution de l'air. Globalement, ceci entraînerait 5,6 millions décès de moins relatifs à cette pollution.
Cancers et moustiques
De son côté, un médecin généraliste revient sur la pollution, soit la présence de contaminants dans l'atmosphère ou l'eau. D'ailleurs, confie la doctoresse, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 91 % de la population mondiale vit dans des régions sujettes à la pollution de l'air. Pour elle, ce type de pollution infiltre le corps à travers les voies respiratoires. Les maladies connexes sont l'inflammation, le stress oxydant (un déséquilibre entre la quantité excessive de radicaux libres et des antioxydants) et l'immunosuppression (insuffisance de moyens de défense naturels de l'organisme).
En sus des maladies cardiovasculaires, ou respiratoires chroniques, les cancers sont plus récurrents. *«Les maladies découlant de cette pollution peuvent provenir de la maison et de l'extérieur, et ce suivant une courte ou longue exposition aux contaminants. La pollution de l'air mène au changement climatique. Par conséquent, nous cumulons plus de maladies et de décès. Des attaques cardiaques chez les séniors, la malnutrition de par les problèmes agricoles et la prolifération des moustiques et risques de maladies infectieuses face au réchauffement climatique»*, explique notre interlocutrice.
En termes de pollution de l'eau, elle évoque des maladies comme le choléra, la dysenterie, l'Hépatite A et la typhoïde. *«Parallèlement, nous sommes exposés aux eaux contaminées à travers des produits chimiques, des algues toxiques avec des déchets industriels et autres ordures. Cela a des répercussions sur les productions agricoles non saines que nous consommons et qui peuvent provoquer des cancers et autres maladies»*, ajoute-t-elle. Et en termes de pollution environnementale, les risques sont légion : infestations de rongeurs, leptospirose (une maladie bactérienne), la maladie de Lyme, provoquée par une piqûre de tique infectée par une bactérie, notamment. D'où l'urgence de réduire toutes ces sources de pollution qui détruisent notre santé.
D'autant plus que l'on constate la recrudescence de certaines maladies dans les pays fortement pollués. D'ailleurs, les troubles cardiovasculaires et autres attaques augmentent en présence d'autres comorbidités telles que le diabète, l'hypertension, le tabagisme, le manque d'activités physiques, liés aux changements de notre mode de vie. *«Définitivement, le cancer est en hausse mondialement et à Maurice»*, lâche la doctoresse.
Tout en confirmant la prévalence des maladies infectieuses et respiratoires face aux changements climatiques et la pollution planétaire, le Dr Shameem Jaumdally souligne que la diarrhée, résultant du manque d'eau potable, celle-ci étant polluée, est la première cause de mortalité infantile dans le monde. *«La réduction d'accès à cette ressource et la contamination des cours d'eau engendrent plus de maladies. Quand les gens souffrent de troubles respiratoires causés par la pollution de l'air, accentué par l'industrialisation, le Covid-19 en est exacerbé.»* Selon le virologue, durant les deux dernières décennies, des épidémies et maladies émergentes d'ordre génétique ont augmenté de fréquence. *«C'est imputable à l'incursion de l'homme dans l'habitat naturel des animaux pour des besoins alimentaires et à travers des clairières pour le développement de projets infrastructurels et agricoles.»*

Concernant le climat, il note des changements extrêmes et rapides, entraînant davantage de maladies infectieuses sujettes à des contaminations par les animaux. *«Comme nous avons plus de pluies, les moustiques peuvent être vecteurs de diverses maladies. Cela induit aussi une migration et un changement de comportement des animaux. Et rapproche les humains des espèces qui n'étaient pas habituellement en contact avec eux. Augmentant ainsi les risques de maladies dans une plus grande sévérité»*, indique-t-il.

La sécurité alimentaire est aussi en eaux troubles. Car une alimentation déficiente implique une détérioration rapide et drastique de la santé. Les canicules ne sont pas en reste et affectent les personnes les plus vulnérables. D'ailleurs à Maurice, le mercure a largement grimpé durant les dernières années. Pour le Dr Dawood Oaris, président de l'Association des cliniques privées, les extrêmes dans les températures, cyclones et inondations n'épargnent pas la santé des citoyens. *«Les cyclones et inondations provoquent des infections, dont l'intoxication alimentaire qui est plus fréquente. Et face à la hausse des températures, les maladies liées aux moustiques seront plus fréquentes.»*

En guise de piqûre de rappel, tous nos experts martèlent qu'il est temps d'agir et d'être plus responsables, en essayant, chacun à notre niveau, de moins polluer la planète afin qu'elle arrête de suffoquer. Il y va de notre santé…

Journée mondiale de la santé : « Notre planète, notre santé » : travaillons main dans la main

Face aux aléas climatiques extrêmes et maladies tropicales vectorielles, l'OMS invite les Etats membres à prendre d'urgence des mesures d'adaptation et d'atténuation et appelle les gouvernements et la société civile, à travailler main dans la main, et se donner mutuellement les moyens d'action afin de garantir la prestation continue des services de santé.

C'est sous le thème « notre planète, notre santé » que la journée mondiale de la santé a été célébrée cette année dans le monde. En Union des Comores, le ministère de la santé en collaboration avec l'OMS a tenu une conférence à cette occasion pour célébrer les 74 ans de l'OMS. Le thème choisi est un rappel du lien inextricable qui existe entre la planète et notre santé, au moment où la charge épidémiologique due aux maladies non transmissibles et infectieuses est en augmentation, tout comme l'incidence des problèmes liés au climat.

Le représentant de l'OMS aux Comores Dr Abdoulaye Diarra a réitéré le message de la directrice régionale Dr Moeti Matshidiso. Plus de 13 millions de décès qui surviennent chaque année dans le monde sont dus à des causes environnementales évitables telles que la crise climatique, a-t-il révélé. « Avec des effets directs sur les principaux déterminants de la santé, les changements climatiques affectent la qualité de l'air et de l'eau, tout comme la sécurité alimentaire, ainsi que l'habitat et les établissements humains. Les statistiques révèlent que les maladies non transmissibles représentent une proportion croissante de la charge de morbidité en Afrique », souligne-t-il.

Et au cours des deux dernières décennies, la majorité des événements de santé publique étaient liés au climat, qu'il s'agisse des maladies transmises par des animaux aux humains par des vecteurs ou par l'eau, ou encore de catastrophes naturelles. « Par exemple, les maladies diarrhéiques constituent la troisième cause de morbidité et de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans en Afrique. Or, une proportion importante de ces maladies peut être évitée grâce à l'approvisionnement en eau potable et à des services appropriés en matière d'assainissement et d'hygiène », poursuit-il.

La ministre de la santé, Loub Yakouti Attoumani a expliqué que l'impact de la crise climatique sur la population comorienne constitue un fardeau pour le développement du pays. Car l'absence de ressources naturelles, l'accès limité aux soins de qualité en raison d'un système de santé fragile ne favorise pas forcément l'atteinte des objectifs de développement durable.

Par ailleurs, le Dr Diarra a rappelé la déclaration de Libreville sur la santé de l'environnement en Afrique en 2018. Cette initiative soutenue par l'OMS vise à promouvoir l'investissement public dans la lutte contre les problèmes environnementaux qui ont un impact sur la santé humaine. Par conséquent, l'OMS Afrique invite instamment ses États membres à prendre d'urgence des mesures d'adaptation et d'atténuation qui s'avèrent nécessaires et appelle les gouvernements et la société civile à travailler la main dans la main, et se donner mutuellement les moyens d'action afin de garantir la prestation continue des services de santé essentiels pendant les événements extrêmes futurs, tout en endiguant l'incidence croissante des maladies liées à l'environnement et à des modes de vie impropres à la santé. Et pour marquer cet évènement, l'OMS a remis un chèque de plus de 42 millions de francs Comoriens à 4 associations comoriennes œuvrant pour la promotion de la Santé dans le cadre d'un partenariat OMS et organisations de la Société civile. Il s'agit de l'association ACCF, ADDE, association Sitara et Caritas Comores. Par la même occasion l'OMS a octroyé un don de matériels médicaux au ministère de la santé dans le cadre du renforcement de la réponse à la pandémie, la continuité des services et le renforcement des capacités logistiques des structures sanitaires du pays pour une bonne surveillance épidémiologique.

Andjouza Abouheir

Insécurité alimentaire dans le Sud : L'aide américaine réduite de moitié

Malgré la position neutre de Madagascar, la guerre en Ukraine aura des impacts sur la situation alimentaire dans la partie Sud du pays. Les rations d'aides alimentaires envers les pays bénéficiaires dont Madagascar, pourraient être réduites de moitié à cause de cette guerre russo-ukrainienne. C'est ce que Cindy McCain, représentante américaine auprès des agences des Nations unies à Rome, notamment l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ou encore le Programme Alimentaire Mondial (PAM), a martelé mardi dernier, lors d'une conférence de presse en ligne à destination de journalistes africains. Seul l'arrêt des bombardements pourra résoudre ce problème, vu que les récoltes en Ukraine sont détruites.
Pour la Grande Ile, il s'agit d'un très mauvais nouveau compte tenu du problème d'insécurité alimentaire prévalant dans le Sud en raison du changement climatique et de l'absence de source de nourriture. La situation sera ainsi critique, car l'Etat malgache n'arrive pas à apporter un soutien efficace à la population concernée.
MP

Vanille sous serre – Le nouveau pari de Madagascar

Lors d'une visite d'un site de culture de la vanille sous serre dans la région Sava, le ministre de l'Agriculture et de l'élevage, Harifidy Ramilison, a déclaré que son ministère comptait vulgariser cette pratique.

Madagascar demeure jusqu'ici le leader mondial de la vanille. La filière constitue la première source de devises pour le pays qui exporte chaque année en moyenne 85% de sa production vers des pays comme la France, les États-Unis, l'Allemagne ou encore le Canada. Sur la Grande Île, on retrouve principalement la variété de vanille planifolia, communément appelée vanille bourbon.

La filière vanille a rendu très riches certaines familles et assuré la prospérité de quelques entreprises, mais a peu profité aux producteurs. A rappeler également que le paradoxe de la vanille de Madagascar, qui représente toujours 41% de la production mondiale, se révèle sur l'augmentation des prix et la baisse de la qualité. Cela est dû notamment à la montée de l'insécurité, aux récoltes très précoces, au manque de contrôle, ainsi qu'aux faits de spéculation sauvage et de délinquance économique.

Selon une étude diagnostic de la filière vanille commanditée par la Banque mondiale à travers le Projet Pôle Intégré de Croissance (PIC), le défi de maintien de la qualité de la vanille malgache repose sur la teneur en vanilline qui devrait idéalement être supérieure ou égale à 1,6. Or, les expériences ont démontré que la culture de la vanille sous serre offre la possibilité d'améliorer le niveau de cette teneur alors que les coûts de production sont maîtrisés dans la durée.

Lors de sa visite dans les districts de Sambava et d'Antalaha, la semaine passée, le ministre de l'Agriculture et de l'élevage, Harifidy Ramilison, a souligné les avantages en misant sur la culture sous serre. Les planteurs pourront voir la qualité de leur vanillé améliorée alors que le besoin en eau est significativement réduit. Par ailleurs, la nouvelle méthode permet de mieux sécuriser la filière. Les vols et les cueillettes précoces avaient en effet sérieusement mis à mal les paysans opérant cette activité.

Selon le membre du gouvernement, son ministère va promouvoir la culture de la vanille sous serre. Et ce ne sera pas seulement dans les régions historiquement productrices de cette orchidée à lianes, mais aussi dans d'autres parties de l'île, dont le Sud. Si la plantation en sous-bois et la culture en intercalaire, une technique qui nécessite de cultiver les boutures de vanille entre les pieds de caféiers, restent les techniques les plus courantes, il semble donc que la vanille sous serre constitue le nouveau pari.

Préparer l'avenir

« D'un point de vue technique, les coûts de production se révèlent moindres, notamment pour ce qui est de l'utilisation de l'eau et des économies faites par l'introduction de technologies adaptées. Si cela fonctionne à merveille avec les plants de vanille, il n'y a aucun risque à l'appliquer à des plantes plus robustes. Cette alternative est donc une réponse viable et trouve naturellement sa place dans le PGE (Programme général de l'État) en tant qu'outil supplémentaire de lutte contre l'insuffisance alimentaire », a aussi affirmé Harifidy Ramilison.

À savoir que la croissance du vanillier est optimale à des températures comprises entre 21 et 32°C. Au-delà de 36-38°C, il végète et peut mourir. Ces températures peuvent être atteintes notamment lorsque l'ombrage de la plantation est insuffisant. En outre, les besoins en eau du vanillier sont de l'ordre de 2000-2500 mm par an avec un stress hydrique de 45 à 60 jours à partir de la 3e année pour l'initiation florale, et l'humidité de l'air à rechercher est de l'ordre de 80%. D'après les spécialistes, toutes ces spécificités sont prises en compte et les exigences satisfaites pour la culture de la vanille sous serre.

Mais il s'agit aussi de se préparer à une reconfiguration du marché mondial car les recherches avancent à grand pas dans les pays occidentaux et risquent de concurrencer sérieusement la vanille malgache cultivée de manière traditionnelle. Ainsi, Eurovanille, qui se présente comme l'un des leaders mondiaux avec 6 000 clients à travers le monde, est en train de réunir sur un même site l'ensemble de sa production dans un bâtiment de 6 000 m2, situé à proximité immédiate de la serre expérimentale.

La Gazette des Comores

Les autorités insulaires encadrent les prix des produits agricoles à Mohéli

Pour alléger le quotidien de la population en ce mois béni du ramadan, les autorités insulaires encadrent les prix des produits agricoles locaux. Quant aux produits importés de première nécessité, ils sont appelés à baisser mais restent toujours élevés par rapport à ceux fixés par le Ministre de l'économie. Les agriculteurs de l'île ne sont pas satisfaits et voient en cette régulation, une mesure à double vitesse.

La direction du commerce de Mohéli a sorti une note circulaire qui encadre les prix des produits agricoles et halieutiques de première nécessité en ce mois de ramadan. Son application est immédiate depuis mardi dernier, sauf que ces produits agricoles sont très rares au marché de Fomboni, un véritable déphasage sur la loi de l'offre et de la demande. La gendarmerie nationale et la police veillent, en tout cas, au respect de cette note.

Désormais, dans la préfecture du centre (de Djoiezi à Domoni) un kg de thon est fixé à 750 fc et le poisson corallien à 1500 fc au lieu de 1750 fc il y a quelques jours. Dans la préfecture de Djando et Mlédjélé, le kg de poisson corallien est fixé à 750 fc bien qu'ils commencent à se faire rares.

Quant à la viande fraîche, le prix est fixé à 3350 fc le kg. Contrairement aux autres produits carnés, le prix varie entre 1250 et 1400 fc le kg, pour les ailes de poulet et 2750fc pour la viande importée au lieu de 3000 fc avant le ramadan. Cependant, la problématique reste la même, aucune trace de viande importée dans les magasins avant même le ramadan.

« C'est tout à fait normal que les moheliens passent un excellent ramadan. Il est donc de notre devoir de revoir les prix dans les marchés car la vie est dure et tout le monde ne peut pas tenir le coup » s'explique Abdoul-Mouhaymine Ben Abdallah, le maire de la commune de Fomboni. « Nous nous sommes concertés avant la fixation de ces prix. Si un pêcheur ne veut pas respecter cette décision il faut le dénoncer auprès des autorités compétentes, car des sanctions sévères seront appliquées par la suite ».

Pour les produits agricoles, le prix d'un tas de banane ou manioc est fixé à 500 fc. Les ignames, patate douce et autres sont fixés à 250 fc. Des prix qui ne font pas l'unanimité auprès des agriculteurs. « Si le gouvernement nous dicte comment nous devrons vendre nos produits dans les marchés tant mieux. Mais qu'il règle d'abord cette crise de flambée des prix dans les boutiques » rouspète un vendeur de fruits à pain au marché de Fomboni. Ce qui est certain, aucune de ces mesures prises pour alléger le pouvoir d'achat de la population n'est jusqu'alors respectée au marché de Fomboni.

Tourisme Seychelles s'associe au Congrès MALT pour sa 10ème édition |09 avril 2022



Conformément à ses plans en cours visant à renforcer et à lier continuellement les liens avec le Moyen-Orient, le Bureau du tourisme des Seychelles au Moyen-Orient a participé au 10e Congrès Des réunions Arabia & Luxury Travel, communément appelé Congrès MALT, du 30 au 31 mars 2022.

En tant que l'un des partenaires Bronze du Congrès MALT, Tourism Seychelles a mis en évidence les derniers développements en ce qui concerne les conditions d'entrée pour la destination. La gamme d'activités et de produits a également été partagée, mettant en valeur la diversité offerte par les îles et l'attrait pour tous les voyageurs qui trouvent quelque chose qui répond à leurs besoins.

L'événement privé Business to Business a fourni la plate-forme idéale pour la destination de l'océan Indien pour organiser des réunions et des rendez-vous avec des personnalités de l'industrie du voyage où des collaborations potentielles ont été identifiées.

L'événement de réseautage et de connexion de deux jours a réuni certains des directeurs régionaux les plus remarquables du Moyen-Orient et des principales agences de voyages de luxe pour discuter davantage des développements commerciaux dans les îles Seychelles.

En outre, l'événement a permis à la nation insulaire de favoriser de nouvelles relations et de renforcer ses liens, tout en partageant ses connaissances sur la destination.

Commentant l'événement, le représentant de Tourism Seychelles au Moyen-Orient, Ahmed Fathallah, a déclaré:

« Le congrès MALT nous a fourni la plate-forme idéale pour renouer avec de nouveaux partenaires potentiels dans l'industrie du voyage et dans la région MENA. »

Notant les derniers développements dans l'industrie du voyage et les partenariats potentiels, M. Fathallah a ajouté: « Alors que nous nous adaptons à cette nouvelle façon de vivre et de naviguer dans le monde, il est toujours excitant de faire partie d'une discussion qui tourne autour du partage d'informations sur les dernières idées de marketing idiosyncrasiques et sur la façon dont nous pouvons nous connecter avec nos nouveaux publics de voyageurs. »
Les Émirats arabes unis sont actuellement le premier marché pour la semaine 10, attirant 915 visiteurs, se classant au 5e rang depuis janvier avec 3 742 visiteurs.

La démographie ultramarine examinée par le Haut conseil de la famille



Le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA) a récemment présenté un rapport relatif à la situation des populations dans les départements et régions d'Outre-mer, portant sur les réalités sociales et politiques qui y sont menées, tout en émettant des propositions d'amélioration pour ces territoires. Il est notamment question de l'état des lieux formalisé par ce rapport concernant la situation générale de la démographie en Outre-mer, et tout particulièrement à La Réunion. (Photo rb/www.ipreunion.com)

- Des situations démographiques très contrastées -

Le HCFEA note en tout premier lieu " des situations démographiques très contrastées ", soulignant " l'extrême différence des contextes démographiques " entre les cinq territoires étudiés, à savoir La Réunion, la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et Mayotte.

On y apprend ainsi que les Antilles connaissent une décroissance et un vieillissement rapide de leur population. A l'inverse, Mayotte et la Guyane ont une démographie dynamique boostée par une forte fécondité et une immigration importante (près d'un habitant de Mayotte sur deux et plus d'un habitant de la Guyane sur trois est étranger).

La Réunion, quant à elle, se trouve dans un positionnement intermédiaire avec une fécondité encore dynamique mais aussi une population qui vieillit en raison d'un solde migratoire négatif.

Dans les détails, on y apprend ainsi que la fécondité à La Réunion s'est rapprochée de celle de Métropole depuis les années 80. Concernant le vieillissement de la population, il est réel au regard des chiffres comparant les années 90 et 2017. En effet, en 1990, la part des 65 ans et plus représentait 5,8% de la population réunionnaise. 27 ans après, elle a quasiment doublé pour représenter 11,1% de la population.

Le rapport se penche également sur la question des grosses précoces, plus fréquentes en Métropole malgré " une relative décroissance de leur nombre depuis 10 ans ". Sur ce champ, la Guyane détient le record avec une grossesse sur 10 étant précoce, devant Mayotte 8,5% des grossesses sont précoces. A La

Réunion, 4,9% des grossesses relèvent d'une grossesse précoce en 2019 contre 8,3% en 2010.

- Des flux migratoires différents selon les territoires -

Le rapport évoque également la question des flux migratoire, à la fois vers la Métropole, mais aussi vers les territoires ultramarins. Là encore, on peut obsérver une diversité des situations en fonction des territoires.

Ainsi, la Martinique et la Guadeloupe subissent un " départ massif " des jeunes de 15 à 30 ans, principalement vers la Métropole " à la recherche d'un emploi ou pour suivre une formation ", expliquant de fait la dynamique de vieillissement et de décroissance de la population.

A contrario, la Guyane et Mayotte enregistrent une forte immigration, notamment d'adultes entre 20 et 40 ans, accompagnés de jeunes enfants en provenance pour l'essentiel de pays tiers : Comores, Madagascar et Afrique des grands lacs pour Mayotte ; Surinam, Brésil et Haïti pour la Guyane.

Là encore, La Réunion se situe dans une situation intermédiaire avec d'un côté le départ de nombreux jeunes de 15 et 30 ans même si cela est sans commune mesure avec la tendance antillaise, et d'autre part une arrivée de jeunes adultes (entre 20 et 40 ans), en majorité immigrés et accompagnés de jeunes enfants.

- Un modèle particulier de monoparentalité dans les outre-mer -

Le rapport s'attarde également sur les caractéristiques des familles ultramarines. On y apprend que, comme en Métropole, plus d'un tiers des ménages sont composées de personnes seules en Martinique (37,1%) et en Guadeloupe (35,7%). Cette proportion est plus faible à La Réunion (27,8%) et en Guyane (24,1%). Mayotte se distingue pour sa part par un très faible nombre de ménages d'une personne (13,9%).

En ce qui concerne les familles nombreuses, Mayotte et la Guyane montent logiquement en haut du podium, puisque ce sont les territoires où la fécondité est la plus dynamique. Les Outre-mer se distinguent surtout par une proportion nettement plus élevée de familles monoparentales qu'en Métropole. " Dans chacun des territoires, près d'un ménage sur quatre est composé d'une famille principale monoparentale, alors que c'est le cas de moins d'un sur dix en Métropole " relate le rapport.

L'analyse est même poussée plus loin en relevant une présence moins forte des pères, notamment aux Antilles et en Guyane même si à La Réunion ce ratio reste élevé (1 enfant sur 4 n'est pas reconnu par son père à la naissance).

Les rédacteurs de ce rapport voient dans cette situation " un modèle particulier de monoparentalité " en Outre-mer, " tirant sa source d'une maternité de femmes seules sans conjoint durable, plutôt que de ruptures d'unions comme on le rencontre principalement ". " Dans ces territoires ultramarins, la monoparentalité est souvent une manière de faire famille comme une autre, et non une situation transitoire ", peut-on lire encore.

Il est question de " monoparentalité matrilinéaire voire matrifocal " qui serait plus fréquente, selon l'étude, " dans les milieux défavorisés où les femmes, souvent elles-mêmes issues d'une famille monoparentale, deviennent mères très jeunes, sont peu diplômées, et vivent dans la précarité. Les rôles parentaux sont alors fortement genrés, la mère étant dévolue à l'entretien et l'éducation des enfants, celui du père se limitant, lorsqu'il en a les moyens, à subvenir financièrement à leurs besoins matériels, sans participer à l'éducation des enfants, qu'il n'a généralement pas reconnus ", détaille l'étude.